la cause du peuple

N°28 septembre-octobre 2016

Le journal le plus classe contre classe !

Ce n'était qu'un début, on va continuer le combat !



l'éditorial

Bon, on a un peu tardé à faire sortir ce numéro de la Cause du Peuple. Pour notre excuse, on s'est lancé à fond dans la bataille contre la loi El Khomri et même au delà, le combat pour la dignité qui nous a été imposé par les bourgeois qui nous gouvernent.

On pensait se reposer cet été mais même pas ! L'été, c'est pas la pause de la lutte des classes, loin de là ! La répression a continué avec les multiples jugements, les interdictions de centre-ville, les amendes, les contrôles judiciaires, etc.

On a encore un mort à déplorer de notre côté : Adama Traoré que les chiens de garde du Capital ont assassiné le jour de son 24ème anniversaire. Ca a donné lieu à une belle résistance et une belle vague de solidarité. Mais la répression s'est abattue à tous les niveaux : que ce soit sur les combattants qui faisaient face à des armes de guerre (sic!) ou sur les rassemblements/ manifs complètement encerclés par la bleusaille, mettant en place leurs prisons à ciel ouvert temporaires...

Nous rendons ici hommage à Adama Traoré, sa famille, ses proches, ses amis et à toutes celles et ceux tombés sous les violences policières.

Puis comme si ça suffisait pas, il y a eu toute cette histoire montée de toutes pièces du «burkini». Ignoble campagne raciste qui en plus prend le masque de la défense des droits des femmes ! On en a entendu des conneries pendant des jours. Comment ne pas reconnaître que l'islamophobie est un racisme d'Etat ? Et ce n'est pas parceque quelques prédicateurs zélés surfent sur cette vague qu'on ne portera pas cette problématique sur le terrain des luttes.

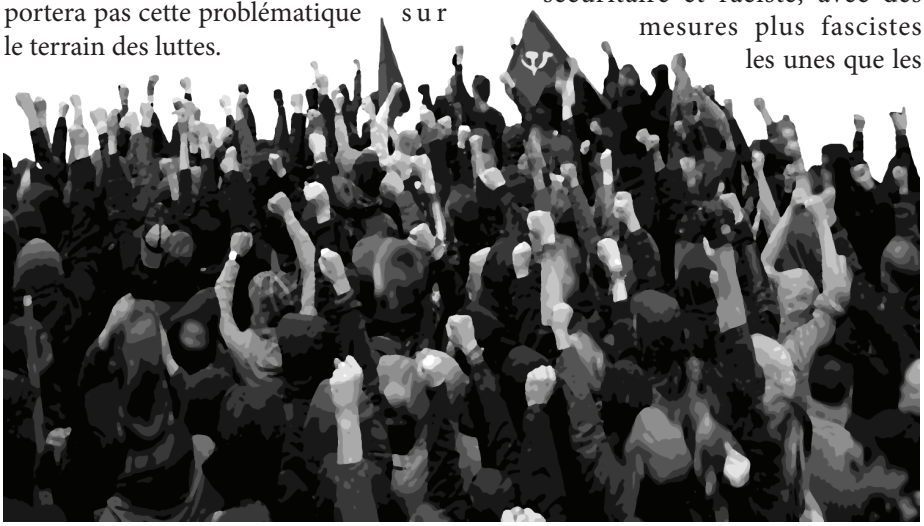
Cela fait partie de la campagne immonde mis en place depuis maintenant de trop nombreuses années qui stigmatisent une partie de la population comme étant une source de problèmes, tout ça pour nous diviser et mieux régner. La classe ouvrière est forte de sa diversité car ce qui nous rassemble est notre condition : nous produisons les richesses et la bourgeoisie s'engraisse sur notre dos pendant que nous ne touchons que les miettes. Nous sommes une classe internationale qui malgré les différences culturelles, les langues différentes, a un ennemi commun. Et ça, ça rassemble et ça casse les barrières illusoires que la bourgeoisie essaye d'ériger entre nous !

On le voit au travers du soutien aux migrants qui se développe dans l'ombre, où des gens qui ne sont pas révolutionnaires, pas militants, s'engagent à divers niveaux pour aider celles et ceux qu'on reconnait comme nos frères et soeurs. C'est plutôt aller à contre-courant en ce moment non ?

Et tout ce déballage sécuritaire qu'on nous sert pour la rentrée ! Les minots ont fait leur rentrée des classes entre deux rangées de militaires FAMAS au poing (si si, vu en vrai, c'est même pas exagéré) ! Les portiques électroniques se multiplient à l'entrée des collèges et lycées.

Alors voilà, vous avez eu l'amuse gueule de la campagne présidentielle : sécurité, terrorisme, interventions militaires extérieures (voire intérieures...), racisme, mesures antipopulaires et antiouvrières.

Hmmm, un bon programme ! On va manger pendant cette campagne ! Tout le monde place ses pièces sur l'échiquier en espérant remporter la partie. Y a pas beaucoup à parier que cette campagne va être une surenchère à la connerie sécuritaire et raciste, avec des mesures plus fascistes les unes que les autres.



Souvenez-vous qu'après les attentats, Wauquiez (président de la région Rhône Alpes-Auvergne) avait déjà proposé de mettre en place des camps pour les fichés S. Oui mais voilà, qui sont les fichés S ? En partie les fadas djihadistes qui rapportent la guerre «à la maison», mais surtout beaucoup de manifestants contre la loi El Khomri (entre autres). Comment les distinguera t'on ? Un croissant jaune pour les uns, une étoile rouge pour les autres ? Peut être qu'ils nous laisseront notre badge CGT après tout...

Donc, point de salut dans les urnes ! D'ores et déjà nous devons préparer le terrain à la campagne de boycott révolutionnaire de cette élection présidentielle qui s'annonce bien plus comme une masquarade qu'autre chose. Et nous l'avons vu dans les manifs et les blocages, nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à refuser d'aller participer à leur connerie démocratique qui ne signifie absolument rien puisqu'au final, on se fera quand même avoir !

Alors voilà, on est nombreux et nombreuses à avoir relevé la tête pendant ces quatre mois de lutte. On a développé de la solidarité, de la combattivité, des liens forts avec des gens qui n'étaient pas nos amis mais qui sont devenus nos Camarades. Et ça, va falloir nous le reprendre ! Contrairement à la défaite contre la réforme des retraites en 2010, la combattivité est toujours présente et le mouvement a fait émergé des pratiques

sommaire

Lutte de classe

★ Chronique BTP *(p.3)*

★ Bilan de la lutte contre la loi Travail *(p.4)*

- *Allier (p.7)*
- *PSA Mulhouse (p.8)*
- *Continuer ! (p.9)*

Résistances

★ La Lutte de Georges Abdallah (*p.11*)

★ Répression à Clermont-Ferrand *(p.13)*

★ La dette ppublique *(p.14)*

Culture

★ Les guerres de Staline *(p.15)*

★ Recueil de textes d'Anuradha Ghandy *p.15)*

★ Poème *p.16)*

communes qui vont être dures à briser !

Même si après le 15 le mouvement ne reprend pas (on fera tout pour que ça reprenne quand même), nous avons consolidé notre camp.

Nos perspectives immédiates sont donc de reprendre le mouvement contre la loi Travail en repartant là où on s'était arrêtés : aux grèves, blocages et occupations. Et en même temps, on garde en tête le développement d'une campagne massive de boycott révolutionnaire des élections présidentielles ! Pas une voix pour nos exploiteurs ! Pas une voix pour les garants d'un système qu'on ne peut pas réformer ! On ne peut que faire tomber le capitalisme, pas s'en accomoder ! Nous ne négocierons pas la longueur des chaînes qui nous entravent !

Sur ce, bonne(s) lutte(s) !



Chronique du BTP

Vous reprendrez bien une petite grève (dans la gueule) ?

C'est parti pour une nouvelle rentrée, on reprend les truelles, on chausse nos pompes de sécu, et vogue la galère. Pour la Cause du Peuple, c'est aussi la rentrée, après quelques mois d'absence on ressort nos stylos pour essayer de vous pondre un canard de qualité.

L'été, c'est toujours un moment intéressant dans le bâtiment, c'est pour moi une période propice à la haine de classe.

D'un côté, y'a nous les prolos condamnés à en chier parce qu'en cette période de forte chaleur, ben le taf, c'est pas facile. On sue, on a soif, on a chaud et plus la journée avance, plus chaque mouvement devient un effort compliqué à fournir. L'été au boulot, c'est vraiment une période de merde, parce que, chaleur ou pas, les patrons ne nous font pas de cadeau, faut être productif, boucler les chantiers avant la pause estivale. Bref, c'est au moment le plus dur qu'il faudrait en faire le plus. Puis bon, hein, vu qu'on a fait 4 mois de grèves, ça fait mal au bide de retourner au taf en courbant l'échine, de voir la tronche satisfaite du patron, son petit sourire en coin qui sonne un peu comme une tarte dans la gueule...

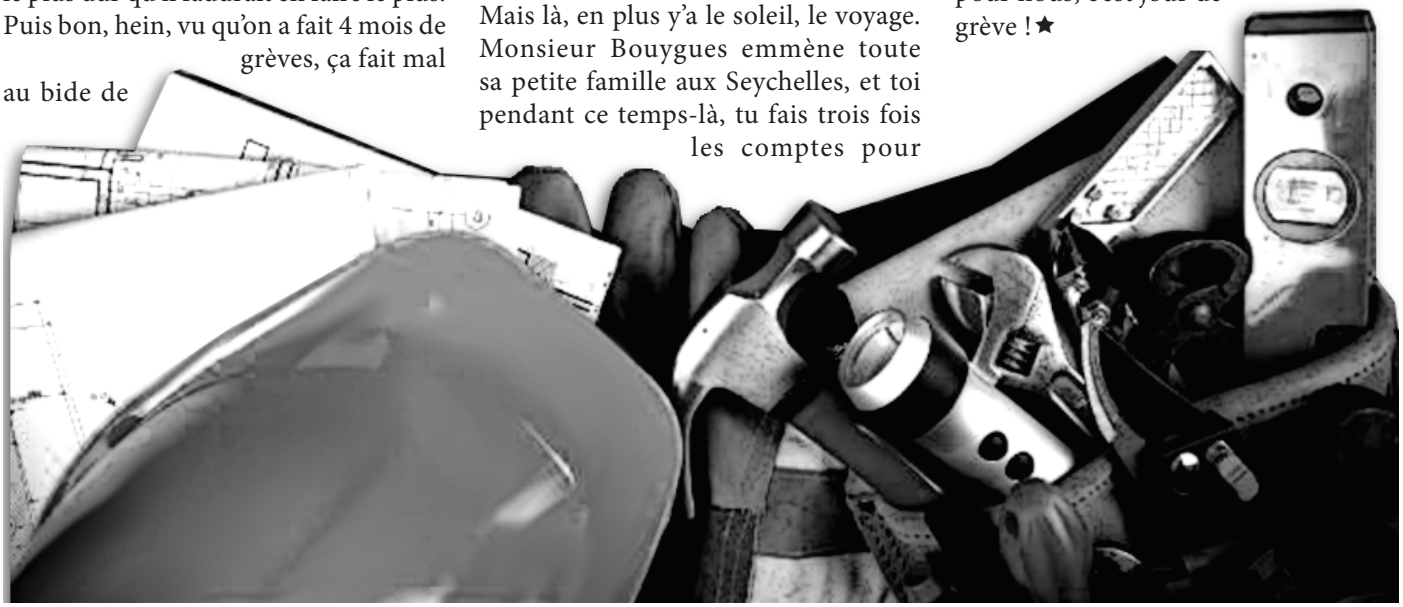
Surtout que voilà, on s'est bien battu contre El Khomri, les manifs, les blocages, les pavasses et la répression, la solidarité ouvrière, nos joies et nos pleurs, on ne peut pas tirer un trait dessus comme ça.

Mais malgré tout, la grève ça coûte, les poches sont vides, donc pour nous les vacances cette année, faut pas rêver de partir au bled, voire la mer semble compliqué, ça risque d'être canapé, ou alors pourquoi pas un peu de black, histoire d'avoir deux ou trois ronds d'avance, si la grève reprend en septembre.

Par contre pour les patrons, c'est un autre tableau, l'été c'est les vacances. Alors bon, tu vas me dire, pour eux c'est un peu toute l'année les vacances. Mais là, en plus y'a le soleil, le voyage. Monsieur Bouygues emmène toute sa petite famille aux Seychelles, et toi pendant ce temps-là, tu fais trois fois les comptes pour savoir si tu vas pouvoir offrir une glace à tes gamins.

Et ben voilà, on y est, vous allez dire que je radote, mais elle est là la lutte des classes, et en août ben, tu la prends en plein dans la tronche ! C'est cocotiers pour les exploiteurs et grosse déprime pour l'ouvrier. Tu la sens monter la rage, moi oui et c'est bien normal ! Ça donne envie de foutre le feu et de tout péter. C'est bon, toi aussi t'as les nerfs ? Alors c'est partie, c'est la rentrée et c'est le moment de lâcher la frustration et de laisser exploser nos colères.

Paf ! La truelle, on la balance, hors de question de vivre comme cela, d'être des esclaves. Les bourgeois, les politicards et les condés, ils vont tous en prendre pour leur grade, y'a que comme ça que les choses changeront. Fini d'aller bosser s'il veut que le chantier avance, il n'a qu'à les monter les parpaing ce petit Kapo, ce chef de merde, parce que pour nous, c'est jour de grève ! ★



Mouvement contre la Loi Travail
Un petit bilan tout en continuité

Après 4 mois de mobilisation contre cette fichue loi et les vacances d'été qui arrivèrent, nombre d'entre nous ont pris du recul sur le mouvement et en ont tiré un bilan. En effet, il est important et déterminant d'analyser les points négatifs et les points positifs qui sont apparus pour nous permettre de rectifier nos erreurs et avancer jusqu'au retrait de cette loi qui n'est rien d'autre qu'une attaque d'ampleur de la bourgeoisie envers la classe ouvrière.



La Loi est passée, certes, mais rien n'est joué, n'oublions pas notre victoire contre le CPE alors que la loi était passée, et n'oublions pas que ce sont nous, les masses, qui faisons l'Histoire. L'équipe de La Cause du Peuple vous propose donc une analyse pour attaquer toutes et tous ensembles la rentrée plus déterminés que jamais !!

Vive la jeunesse prolétarienne

La première période du mouvement qui va de la première manifestation le 9 mars (qui ne l'oublions pas a pu être organisée grâce à la pression à la base des travailleurs, toutes les confédérations syndicales ayant mis du temps pour lancer le mot d'ordre du retrait plutôt que celui d'accommodation de la loi et ayant parlé au début d'une manif fin avril), jusqu'à la manif du 31 avril, rassemblant plus d'un million de personnes dans toute la France, aura été une période très dynamique, notamment au niveau de la mobilisation de la jeunesse des quartiers populaires. De nombreux blocus de lycées ont été observées partout à l'échelle nationale, et les manifs lycéennes ont été organisées régulièrement et étaient très combattives. Et même face à la répression, la jeunesse prolétarienne a su montrer qu'elle ne se laissait pas faire, comme on l'a vu avec la contre-attaque de lycéens sur deux commissariats de police à Paris après que le jeune Adam se soit fait frapper par un flic lors du blocus du lycée Henri Bergson dans le XIXème le 24 mars, la vidéo-amateur de la violence policière avait alors fait le buzz.

Mais les vacances scolaires du printemps ont très vite freiné cette dynamique, on entendait plus parler de blocus lycéens et ces derniers se faisaient de moins en moins nombreux en manif. On constate bien ici un problème majeur de manque de coordination entre les travailleurs et la jeunesse, celle-ci se mobilisant énergiquement alors que dans le même temps, les confédérations syndicales optèrent pour une stratégie uniquement de manifestations dans le vain espoir que le nombre de personnes dans la rue fasse fléchir le gouvernement, alors que l'État bourgeois ne peut céder que face à la lutte de classe du prolétariat et donc sous contrainte, il ne cède pas aux prières.



Une question de ligne politique

En outre, il faut bien préciser que ce manque de coordination n'est pas une étourderie, mais bel et bien le fruit d'une orientation politique molle, social-démocrate, des confédérations syndicales comme la CGT ou encore FO, même si elles sont plus radicales que des syndicats jaunes comme la CFDT, elles sont dans la droite ligne de Mélenchon ou encore du P « C »F, en somme la ligne générale n'a rien de révolutionnaire, bien qu'évidemment il existe des éléments révolutionnaires dans les syndicats. En manif, cela se concrétise par exemple par le refus de protéger les jeunes des interpellations, de la lacrymo ou encore des coups de tonfa de la police de la part du « Service d'Ordre ». Des jeunes essayant de négocier pour se protéger dans le cortège syndicale un jour de manif sur Paris ont même reçu de la part d'un membre du SO une remarque méprisante « Hé vous, vous êtes des jeunes de quartiers populaires hein ? »… Si ça c'est pas du mépris de classe, qu'est-ce que c'est ? La base des travailleuses et des travailleurs doit être conscient qu'au sein même de leur syndicat une lutte de classe est à mener, et qu'ils doivent aller à contre-courant de certains permanents pourris appartenant à l'aristocratie prolétarienne qui profitent de leur statut et freinent les luttes, comme on a pu le voir avec l'hésitation des



confédérations au début du mouvement attaquée par la base et le choix délibéré de ne pas se coordonner pleinement avec le mouvement de la jeunesse, en dehors des syndicats comme l'UNEF ou l'UNL qui ne représentent rien.

Tous les discours qui dénoncent les « casseurs » en manif sont également un marqueur de classe. Bien qu'il soit évident qu'à l'heure actuelle la violence en manif n'est rattachée à aucune stratégie concrète de lutte, et que pour certains ça ne fait office que de spectacle, il y a un monde entre constater cela mais ne pas refuser l'utilisation de la violence révolutionnaire entre autres moyens parmi les grèves, blocage et occupations, qui sont de fait des formes de violence ; et condamner tout en prônant des ballades pacifiques bien encadrées par les flics qui n'ont rien de subversives pour l'État bourgeois, pour sortir des mois plus tard la carte joker des grèves quand la mobilisation des jeunes est définitivement morte et donc quand les travailleurs ont perdu un potentiel soutien numérique. Bien entendu il ne s'agit pas d'idéaliser le rôle de la jeunesse, mais d'analyser les forces présentes en jeu et donc de prendre en compte les jeunes mobilisés. Plus de travailleurs mobilisés auraient été très appréciables puisque ce sont les travailleurs qui peuvent faire le plus de dégâts économiques par la grève, mais ils ne tombent pas du ciel, c'est une minorité de travailleuses et travailleurs qui sont syndiqués, et c'est encore plus vrai dans le privé.

Les militants (anarchistes, autonomes,…) prenant part aux violences dans les manifs doivent également prendre leur responsabilité. Sans stratégie concrète de lutte, et donc sans organisations de masse révolutionnaire, sans liens crées avec les travailleuses et les travailleurs, il est tout à fait compréhensible qu'à la base des syndicats, à la vue de gens entièrement cagoulés n'affichant aucun signe politique reconnue par les travailleurs, beaucoup soient influencés par les discours « anti-casseurs » ou même à la limite du complotisme avec la trop grande fixette sur les flics ou fachos infiltrés. Ces militants doivent bien être conscients que la seule violence en manif ne résoudra rien, que ça n'est pas une stratégie tenable et qu'aucune insurrection n'arrivera comme ça spontanément. Pire, cette « stratégie » sur le long terme provoque une trop grande répression de l'État comme nous allons le voir, et comme il n'y a pas les masses derrière pour rendre coup pour coup, cela ne fait que servir le camp d'en face. Si de ce côté-ci aussi les responsabilités ne sont pas prises, il ne faut pas s'étonner à ce que des travailleurs pensent qu'à cause de ce genre d'action, cela met en péril le mouvement, car il y a une grande part de vérité là-dedans.

Enfin les grèves et blocages…

L'intersyndicale a donc délibérément laissé une période de flottement où les manifestations continuaient, sans que l'on comprenne vraiment dans quel sens allait la mobilisation et en quoi cela faisait pression sur le gouvernement. L'on peut noter les manifestations du 28 avril et du 1er mai qui ont été de grandes manifestations.

Cette impuissance de la mobilisation laissa le champ libre au gouvernement pour adopter le texte avec le 49-3, qui sera utilisé 3 fois au total. Pendant ce temps, bien qu'en manif le mot d'ordre qu'on entendait restait celui du retrait, Martinez changea de discours pour parler de retirer « la colonne vertébrale du projet de loi »… Quand on vous parlait de lutte de classe au sein des syndicats…

Fin mai, les grèves et blocages commencèrent enfin. Déterminés, les travailleuses et travailleurs des raffineries, des ports, des centrales, des déchetteries, les cheminots ou encore les routiers rentraient dans l'arène. Mais alors qu'on était début juin, très peu de militants se rendaient sur place soutenir les grévistes comme nous l'avons constaté à la déchetterie d'Ivry-sur-Seine, ce qu'on aurait pu attendre de la part des étudiants et ce qui témoigne encore une fois d'une absence quasi-totale de liens avec les travailleuses et travailleurs. A Clermont-Ferrand, les camarades de la CARA (Cellule Antifasciste Révolutionnaire d'Auvergne) ont pu tisser pas mal de liens avec les travailleurs à la base et grâce à leur énergie révolutionnaire ont permis



aux travailleurs d'oser lutter plusieurs fois contre des permanents pourris pour se mettre en grève et entraîner d'autres boîtes voisines dans la grève, certains permanents ont même démissionné d'eux même ! Sa participation active aux blocages a permis à cette organisation révolutionnaire de se faire connaître auprès des travailleurs localement, si bien qu'il arrivait souvent que des AG de travailleurs en lutte appellent la CARA pour le soutien ! La mobilisation pour la libération d'Antoine, militant de la CARA et de la CGT ayant fait 1 mois de prison préventif, qui s'est faite avec le cortège de la CARA en tête suivi de la CGT et d'autres syndicats montre très clairement le soutien populaire que la CARA a su gagner à Clermont-Ferrand et alentours.

Mais le gouvernement en général a donc pu relativement facilement mettre fin aux différentes grèves et blocages.

Pour marquer des points après l'échec des grèves, l'intersyndicale appela à une grande manifestation nationale à Paris le 14 juin. Numériquement ce fut une réussite avec plus d'un million de manifestants rien que dans la capitale ! C'était aussi une manifestation très dynamique, mais qui a été lourdement réprimée. Des centaines de blessés parmi les manifestants, 58 interpellés rien qu'à Paris, les canons à eau furent utilisés,… Mais surtout, le lendemain Valls suggérait l'interdiction des manifs. Une manif de la CGT interdite, ça n'avait pas été fait depuis la fin de la guerre d'Algérie, une manif qui avait été bravée et qui a fini par le massacre de Charonne, ça donne le ton. Et alors que la prochaine fut maintenue après protestation mais sur un trajet ridiculement court, pas moins



de 95 personnes ont été interpellées avant d'entrer en manif. La simple possession de foulard ou de lunettes pouvait servir de prétexte pour la police. Un dispositif policier extraordinaire fut mis en place avec plus de 2000 flics éparpillés autour du lieu de rendez-vous de la manif, ce qui faisait que plusieurs personnes se faisaient fouiller au moins 2 ou 3 fois avant de pouvoir rejoindre la manifestation. Ce fut peu ou prou la même chose pour les deux dernières manifestations sur Paris avant les vacances d'été.

Continuer la lutte

Comme nous l'avons déjà souligné, rien n'est perdu. Il va falloir faire en sorte en tant que militants, de faire tisser beaucoup plus de liens entre les lycéens, étudiants et travailleurs et de les consolider afin de nous garantir une unité et de ne pas éparpiller nos forces. Du côté de la jeunesse, et surtout des étudiants militants, ils ont un rôle très important qu'ils doivent jouer pleinement à la rentrée, c'est celui de mobiliser suffisamment les facs ET les lycées, en particulier les lycées des quartiers populaires, afin d'impulser un mouvement énergique et endurant qui puisse s'intensifier, les élections présidentielles approchant, ils peuvent constituer une bonne base pour politiser largement en appelant au boycott et à la nécessité de la révolution afin de renforcer la mobilisation.

Sachant que le mouvement contre la réforme des retraites fut un échec, et que les grèves d'avant les vacances d'été également, il est fortement possible que pas mal de travailleuses et travailleurs soient assez démoralisés à la rentrée. Il faut absolument que les travailleurs les plus motivés tirent vers le haut leurs camarades, que le mouvement des jeunes puisse servir de support aux travailleurs, que les jeunes et les travailleurs fassent en sorte de se lier solidement, que les premiers aident les seconds pour les grèves, les blocages et occupations, que les seconds fassent l'unité avec les premiers dans les manifs, que des discussions conviviales et débats constructifs puissent être organisés entre eux et que la base des syndicats soit déterminée pour aller à fond dans la lutte en débordant les directions réformistes et s'assurer la victoire ! ★



Allier
4 mois de lutte qui revitalisent l'esprit de contestation !

Dans un département essentiellement rural, la mobilisation contre la loi Travail aura bénéficié d'un démarrage encourageant, marquée par la présence et l'adhésion d'une partie importante de la population.

La jeunesse a grandement participé au dynamisme des premiers mois, avec des actions et des cortèges qui exprimaient de façon tout à fait légitime toutes les craintes et le mal être que laisse présager la société bourgeoise quant à notre avenir.

Elles et ils auront su repousser les limites pour que le mouvement ne se résume pas à des promenades molles et bien en laisse, avec par exemple des manifs sauvages aboutissant sur des opérations de blocages et d'occupations des rails.

Néanmoins, l'arrivée des épreuves du bac a largement contribué au déclin de leurs activités, mais leur participation a permis d'enrichir l'expérience des luttes et constitue un atout important pour les mobilisations à venir où ils seront plus que jamais concernés.

De nombreuses actions menées sur le front syndical auront permis de sensibiliser et d'emmener un nombre croissant de travailleurs de petites et moyennes entreprises vers la grève et la manifestation.

Dans l'Allier ce secteur constitue un objectif primordial puisqu'il concerne la majorité des travailleurs.



Bien que les débrayages n'aient pas toujours été nombreux sur les appels à la grève d'une semaine à une autre, ce secteur a plutôt bien répondu sur les manifestations prévues longtemps à l'avance ce qui avait pour avantage de laisser plus de temps aux camarades pour informer et organiser au sein de ces entreprises souvent isolées.

Des actions de solidarité avec des travailleurs en luttes contre leur hiérarchie ont également bien aboutit avec des piquets de grève organisés devant les entreprises concernées comme au carrefour de Vichy.

D'autre part, diverses actions ont permis de maintenir la pression entre les différentes journées de manifestations comme avec le blocage du dépôt de carburant de Cusset, des opérations de péages gratuits à Gannat et Montmarault ou « l'emmuraillement » des bureaux du MEDEF à Désertines.



Bien sûr les institutions bourgeoises n'ont pas manqué de marquer tout leurs mépris vis-à-vis du mouvement avec entre autres une plainte déposée par le maire de Montluçon contre un camarade pour des collages d'autocollants ou une camarade renversée par un chauffard devant les gendarmes et dont l'agresseur, qui a été convoqué, n'a toujours pas reçu de poursuite de la part du procureur.

Dans son ensemble le mouvement n'aura pas connu d'essoufflement et aura été l'occasion de tisser des liens durables avec des secteurs jusqu'à présent peu impliqués dans la lutte des classes.

Bien entendu, tout ces éléments ne constituent qu'un point de départ vers des objectifs plus larges, et si la forte participation ne s'est pas traduite par un raz-de-marée contre les partis politiques traditionnels , elle met en lumière un sentiment général de défiance vis-à-vis des institutions.

Il ne tient qu'à nous, militants communistes et révolutionnaires, d'entretenir et d'alimenter le feu de la contestation pour une société plus juste, plus équitable, et qui ne pourra pleinement prendre forme que par le renversement de la domination bourgeoise ! ★

Mulhouse
Loi Travail et NCS2 : bilan de la lutte à PSA Mulhouse

PSA Mulhouse compte actuellement 7000 salariés : 6000 sont en CDI et le millier restant est en contrat d'intérim. Véritable chair à canon, ce sont souvent ces derniers qui acceptent les SD ou travail Samedi-Dimanche, qui consiste à travailler plus d'une vingtaine d'heures sur ces deux jours. Pire, ils ont fait appel aux SD pour venir travailler les jours de semaine où il y avait grève, alors qu'il est formellement interdit aux SD d'occuper un poste la semaine. Un chiffre est assez accablant : Carlos Tavares se fait 14 350€ par jour en terme de salaire, alors que les primes pour les plus anciens (30 ans de boîte) n'atteignent même pas les 1700€. La direction fait pression pour que les samedis soient travaillés et non rémunérés, comme de nombreux autres jours fériés au cours de l'année, sous prétexte de vouloir ''enrayer les pertes des véhicules des mois derniers''. Il y a une longue liste de saloperies faites perpétuellement par la direction, cette dernière ayant même au cours de ces 5-6 dernières années, supprimé la moitié des lignes de bus pour de fausses excuses, alors qu'il s'agit avant tout de réaliser des bénéfices sur tout et n'importe quoi. Le décor était planté pour pousser à la mobilisation contre la Loi Travail et également, contre le NCS 2 ou ''Nouveau Contrat Social 2''.





Pour les dates du 9 et 31 Mars, ce sont entre 400 et 500 ouvriers du site sur les deux tournées, qui étaient présents en tête des manifestations à Mulhouse. Au cours du mois d'avril, ce sont sensiblement le même nombre qui se déplaceront pour les manifestations qui auront lieu au court du mois d'Avril. Le 11 Mai, la direction centrale de PSA souhaitait ''discuter'' avec les différentes organisations syndicales du projet d'application du NCS 2. Les mesures phares étant principalement le blocage des salaires et des augmentations individuelles jusqu'en 2019, la suppression des journées de congés supplémentaires pour les plus de 50 ans, d'une partie de la prime d'équipe, la réduction à deux semaines des congés d'étés, etc etc. Au fur et à mesure des ''discussions'', de nouvelles propositions s'ajoutent comme supprimer la dégressivité du salaire quand on passe de l'horaire de nuit à celui de jour. Ce sera finalement le 26 mai qu'aura lieu le premier gros mouvement et il s'étalera sur toute la journée. En tout, plus de 1000 grévistes sur les tournées du matin, de l'après-midi et du soir avec des AG et des défilés dans l'usine, au cri de ''Les chefs au boulot ! Les chefs au boulot !''. Cinq jours plus tard, ils seront plus de 300/400 à de nouveau débrayer et faire des AG tout le long de la journée et sur les différentes tournées. Durant ces débrayages, le directeur de la Fonderie a dit à plusieurs ouvriers qu'en faisant grève ''vous donnez une mauvaise image de la Fonderie, l'image de gens qui ne veulent pas travailler''.

La direction décide de revenir timidement sur certaines mesures, mais garde l'essentiel du NCS 2 en ligne de mire, sans grandement le changer : Il est prévu de ne donner en augmentation générale que 0,35 % brut chaque année pendant les 3 prochaines années... Ce chiffre montera à 0,45%, soit 4€ d'augmentation brut par mois ! Le 14 juin, les couverts sont remis : 220 ouvriers en grèves débrayent le matin, 160 l'après-midi (et toujours au cri de ''Les chefs au boulot !'') et encore 220 le soir, soit en tout 600 ouvriers tout au long de la journée et des différentes tournées. Fait notable, la CFDT a appelé à venir défiler et faire grève massivement dans l'usine... Depuis 1989 et la grande grève qui avait eu lieu, il n'y avait jamais eu autant de personnes en grèves sur un si cours laps de temps. Près de deux milliers, soit un ouvrier sur quatre à travers toute l'usine ! Le 16 Juin, Tavares se rend à l'usine PSA Mulhouse pour y rencontrer les syndicats pendant un peu plus de quarante minutes. Son principal message ? ''Il faut dire la vérité aux salariés, il faut faire encore beaucoup d'efforts pour être compétitifs''. Finalement le 8 Juillet, après deux mois de mobilisation intense et active contre le NCS 2 et contre la Loi Travail, l'ensemble des syndicats -sauf la CGT- signeront l'accord de compétitivité. La CGT quant à elle, revendique l'abandon pur et simple de ce deuxième accord de compétitivité et appelle d'ores et déjà à se mobiliser pour les prochaines dates, notamment celle du 15 Septembre contre la Loi Travail. ★

Loi Travail
Poursuivons la lutte contre la loi Travail !

L'État dirigé par les « socialistes » n'étant pas parvenu pas à imposer la loi Travail, est passé en force avec le 49/3. Après avoir tenté d'utiliser l'état d'urgence pour interdire les manifestations, l'État a du reculer face à la détermination des manifestants, puis à procéder à des arrestations massives (plus de 300) rien qu'à Paris, lors de la COP21, sans compter l'assignation à résidence pour une centaine de personnes sur tout le territoire.L'État dès le début des manifestations a mobilisé tout son appareil répressif (police, gendarmerie, justice) contre les manifestants opposés à la loi El Khomri. Les manifestations se sont multipliées, violemment réprimées par les forces de répression, milliers d'arrestations, centaines de gardes à vue, dizaines de condamnation à de la prison ferme prononcées. Le mouvement Nuit Debout bien qu'en partie « pacifiste », s'est lui-même confronté à la violence policière.

L'État a frappé car la peur a commencé à changer de camp : les grèves dures, les blocages sont organisés pour taper au portefeuille des patrons. Les jeunes radicaux s'associent aux travailleurs dans les manifestations, dans les blocages. L'unité à la base a commencé à se développer, entre la base contestataire des syndicats, une partie de Nuit Debout et, selon les localités, différentes organisations et partis, révolutionnaires ou au moins radicaux. A Clermont-Ferrand par exemple, l'unité à la base a uni le mouvement notamment lors des procès contre les maoïstes, antifascistes et syndicalistes où plusieurs centaines de personnes ont participé aux manifestations de soutien. Ainsi a progressé l'idée que « lorsqu'il y a répression, il y a résistance ».

L'État, la presse et les médias ont présenté les violences comme le fait des « casseurs ». En réalité, la jeunesse est révoltée contre le capitalisme qui l'a réduit au chômage, à la misère. Elle s'oppose à l'appareil coercitif de l'État, notamment aux forces policières qui harcèlent les jeunes dans les quartiers populaires. Dans les manifestations, les plus radicaux tentent de briser l'encerclement policier. Ils s'attaquent aussi aux symboles du capitalisme défendus par l'appareil d'État, comme les banques (la finance), agences immobilières (propriété foncière), commissariat (bras armé du capital), aux agences d'intérim (briseurs de l'unité de la classe face au patronat).

Mais la réalité a montré que l'État capitaliste utilisait les forces répressives pour diviser le mouvement de protestation contre la loi El Khomri, pour casser la liaison qui s'établissait entre les forces syndicales, les jeunes, les forces révolutionnaires et progressistes.



Bien qu'il y ait des contradictions au sein du mouvement contre la loi El Khomri, la dernière manifestation du 1er mai à Paris a montré qu'il y avait deux camps, l'État bourgeois et ses forces répressives, et les forces ouvrières et populaires. Le cortège syndical n'a pas reculé malgré les tentatives de la police de saucissonner les cortèges par des blocages, et a atteint la place Nation, rejoignant le cortège d'un milliers de jeunes qui étaient en tête, cela malgré les grenades lacrymogènes ou assourdissantes aux cris de « tout le monde déteste la police ».

La loi El Khomri remet en cause l'héritage de 150 ans de luttes sociales, syndicales et politiques.

Après avoir consacré plus de 30 milliards d'euros d'allègements de "charges" avec le CICE et réduit, avec le pacte de responsabilité, les cotisations sociales, le gouvernement avait continué sur sa lancée anti-ouvrière avec le recours au travail dominical et encouragé la répression pénale des syndicalistes. Les bourgeois qui nous gouvernent transforment les travailleurs en précaires à vie, réduits à leur force de travail immédiate et remplaçables à tout moment, au prix d'une aggravation des inégalités et de la pauvreté, à l'exemple du modèle allemand et son chômage réduit qui masque les contrats à 1 € de l'heure et un taux de pauvreté de 16% de la population.

L'objectif de la « flexisécurité », comme le prouve l'ANI, est au contraire d'accompagner la précarisation du travail par des milliards d'euros de fonds publics donnés sans contrepartie au MEDEF afin qu'il oriente unilatéralement la politique de formation et qu'il mette la main sur la prévoyance d'entreprise au prix d'une destruction de la Sécurité sociale des Français.

L'article 8 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 réécrit les dispositions du code du travail portant sur la durée du travail, l'aménagement et la répartition des horaires, le repos quotidien, les jours fériés et les congés payés.

★Le dispositif « forfaits-jours » permettant de ne pas décompter les heures de travail est étendu.

★Modulation du temps de travail sur 3 ans .

★En cas de licenciement illégal, l'indemnité prud'homale est plafonnée à 15 mois de salaire .

★Les 11 heures de repos obligatoire par tranche de 24 heures peuvent être fractionnées.

★Plan social sans difficulté économique imposé par référendum contre l'avis de 70 % des syndicats.

★La durée de congés en cas de maladie ou de handicap d'un proche n'est plus garantie.

★Changement de mission des médecins du travail.

★Durée du congé pour catastrophe naturelle plus garantie.

★Contrat de professionnalisation plus forcément qualifiant.

★Les négociations annuelles sur les salaires pourront être organisées tous les trois ans.

★Les centres de formations privés seront financés par la taxe d'apprentissage.

★La loi facilite les licenciements en cas de transfert d'entreprise.

★Pour le temps partiel, les heures complémentaires les heures seront moins payées, des horaires peuvent être modifiés 3 jours à l'avance pour les temps partiels, des changements de dates en dernière minute sont possibles.

★Les accords d'entreprise auront maintenant une durée maximum de 5 ans.

★En cas de trop perçu Pôle emploi pourra prélever directement les allocations chômage. Les temps d'astreinte pourront être décomptés des temps de repos.

★Quand le licenciement économique est déclaré nul, les indemnités seront plus faibles.

★La visite médicale d'embauche sera transformée en visite d'information. Par un simple accord ont peut passer à 46 heures la durée maximum du travail. Une entreprise peut par accord baisser les salaires et changer le temps de travail.

★Il suffit d'un accord d'entreprise pour que les heures supplémentaires soient 5 fois moins majorées, après un accord, un salarié qui refuse un changement dans son contrat de travail peut être licencié, par un simple accord d'entreprise, le temps de travail maximum peut passer de 10 à 12 heures.

Le 15 septembre amplifions la mobilisation jusqu'au retrait total de la loi Travail

Non content de prendre des mesures sociales régressives pour démolir le code du Travail, prendre des mesures attentatoires contre les libertés démocratiques. Non content de réprimer les manifestations de protestations, l'État impérialiste français, que ce soit la droite ou la « gauche », se livre à une lutte acharnée pour se partager le marché avec les autres impérialistes occidentaux et la Russie et la Chine, tout en pressurisant les travailleurs et travailleuses sur son propre territoire.

Ils multiplient les interventions militaires, au nom de la lutte contre les terroristes réactionnaires qu'ils ont eux-mêmes armé pour étendre ou maintenir leur zone d'influence, pour renverser tel ou tel chien de garde d'un autre impérialisme.

Sous prétexte de lutter contre le terrorisme qu'il a suscité par sa politique d'intervention contre les peuples, il glisse sur les positions du FN, sur l'immigration, les réfugiés, creusant par son refus de s'attaquer au capital le lit du fascisme. C'est dans le ventre du capitalisme que grandit et naît la bête immonde. Dans tous les pays, le fascisme sous différentes formes monte et tente de détourner le peuple de la véritable voie de sa libération, la conquête du pouvoir par la voie révolutionnaire dans l'objectif de la révolution socialiste et dans les pays opprimés par la démocratie nouvelle jusqu'au socialisme et pour tous les peuples de la terre, au communisme sur la terre entière.

Seule l'unité populaire révolutionnaire peut venir à bout de ces rapaces, de ces criminels et instaurer la paix entre les peuples, la justice et la fraternité, dans un mode sans classe où chacun apporte sa pierre à la construction d'un monde nouveau où l'homme ne sera plus un loup pour l'homme, un monde où régnera l'égalité, l'harmonie entre l'homme et la nature.

Cela ne tombera pas du ciel, car la bourgeoisie ne cédera pas le pouvoir de son plein gré. ★



CONTRE LA LOI TRAVAIL !

CONTRE LA GUERRE QUE MENE LA BOURGEOISIE CONTRE LE PEUPLE !

CONTRE LA MONTEE DU FASCISME !

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE DONT SONT VICTIMES LES PEUPLES !

TOUS ENSEMBLE DANS LA RUE LE 15 SEPTEMBRE !

Répression
La signification de la lutte de Georges Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah est un militant communiste libanais qui s'est battu contre l'invasion de son pays par l'armée israëlienne, il a combattu pour la cause palestinienne. Il est depuis plus de 30 ans détenu en France, accusé sans preuve d'avoir executé un attaché militaire américain et un agent des servises de renseignement du Mossad. Il a été condamné à perpétuité, déclaré libérable par le tribunal de Pau en 1999, le parquet ayant fait appel il est resté en prison, et les demandes de libérations conditionnelles accordées ont été de nouveau refusées. Valls devait signer la dernière, il ne l'a pas fait, Georges continue de croupir en prison.

La lutte de Georges est d'actualité et s'inscrit pleinement dans le contexte où nous vivons. :

- Il n'est pas le seul prisonnier politique dans le monde, en France il y a les prisonniers basques et corses, au Pérou le Président Gonzalo dirigeant du Parti Communiste du Pérou et des centaines d'autres prisonniers politiques, en Inde plus de 4000 maoïstes sont détenus parmi eux Ajith un dirigeant historique, des milliers de communistes turcs et kurdes ou du mouvement de libération nationale kurde dont le dirigeant du PKK, Ocalan, des milliers de prisonniers palestiniens, mais aussi aux Philippines, etc.

- Le combat de Georges s'inscrit contre la discrimination, la répression et l'oppression que subissent ici, dans les quartiers populaires les jeunes issus de l'immigration, les travailleurs immigrés et les réfugiés victimes des interventions impérialistes, des guerres menées par les cliques de toutes sortes, "laïques" ou celles qui utilisent un masque religieux, pour mener une politique réactionnaire et fasciste qui a son équivalent ici avec celle du FN.

- L'idéal de Georges est à cent lieues de celui de l'impérialisme, du sionisme, des réactionnaires et des terroristes. Lui est communiste, les communistes, les révolutionnaires contrairement aux impérialistes et tous les réactionnaires, défendent le peuple, ne touchent pas à un seul cheveu du peuple, mais frappent justement les responsables des guerres et travaillent pour la révolution. Ici ce sont les travailleurs et travailleuses, celles et ceux qui vivent dans les quartiers populaires qui sont concernés.

- Georges s'est battu et continue de se battre en prison, pour la lutte émancipatrice du prolétariat et des peuples du monde, il se bat pour un avenir de progrès et de paix pour l'humanité toute entière, pour un monde débarrassé du système capitaliste qui engendre des monstres, qui vivent du sang et de la sueur de milliards d'hommes et de femmes, qui sont responsables de la misère, de la pollution, du réchauffement climatique qui menacent l'humanité.



- L'État français, qu'il soit gouverné par la droite où la gauche, fait siennes en partie les thèses racistes et fascistes du FN, désigne les immigrés comme la source potentielle du terrorisme. La police harcèle constamment les jeunes des quartiers populaires, exerçant des contrôles au faciès. Les violences policières, voire le tir à vue se multiplient. L'État impérialiste en continuant à piller les peuples du monde, est source de la fuite massive des populations des théâtres de guerre, de la montée du terrorisme réactionnaire qui n'a rien à voir avec le combat de Georges, avec le combat des communistes dans le monde entier. La cause proclamée par le terrorisme réactionnaire est une impasse et ne peut conduire à la libération de l'humanité, mais à une dictature terroriste ouverte comme celle du fascisme.

- La lutte armée qu'a menée Georges Abdallah pour défendre le peuple libanais contre l'agression sioniste, pour la libération de la Palestine, pour le communisme est juste, comme sont justes la lutte armée des révolutionnaires à Rojava contre les réactionnaires féodaux qui agissent au nom d'un islam dévoyé, salissant la foi sincère de millions d'hommes et de femmes du peuple, comme sont justes les guerres populaires prolongées dirigées par les partis communistes maoïstes en Inde, aux Philippines, comme sont justes la préparation d'autres guerres populaires, comme sont justes les guerres de libération nationale. Il est juste de se révolter contre tous les racismes, les discriminations de toutes sortes, le sexisme qui frappe les femmes qui sont en première ligne du combat révolutionnaire.

- Sont injustes, réactionnaires les interventions militaires des impérialistes, des coalitions qu'ils forment car leur but n'est pas de libérer les peuples de l'exploitaion, et de l'oppression mais de la renforcer afin de continuer à engranger les profits et à provoquer de nouvelles guerres pour se les répartir, au risque de provoquer une nouvelle guerre mondiale.

- Les lois liberticides que promulguent les États impérialistes et leurs chiens de garde dans le monde, au nom de l'unité nationale, contre « l'invasion » migratoire, contre le terrorisme, contre la délinquance dont la source est la misère dans laquelle vivent des millions de famille dans les quartiers populaires et ailleurs. Profitant du désarroi provoqué dans la population, jouant sur la peur, ils ont décrété l'état d'urgence pour 3 mois puis l'ont prolongé, interdit et réprimé les manifestations organisées pour s'opposer à ces interdictions visant à limiter, interdire la liberté d'expression. Des militants écologistes ont été assignés à résidence lors de la tenue de la COP21, qui n'a pris aucune mesure contraignant vraiment les pollueurs à payer, ni fournit fonds et moyens pour mettre en œuvre les résolutions adoptées. Car là encore ce qui compte ce sont les profits, et les monopoles impérialistes ne sont pas prêts à abandonner les filières qui rapportent. Des dizaines de militants, syndicalistes ont été condamnés comme Antoine et Théo, militants antifascistse de la CARA (Collectif Antifasciste Révolutionnaire d'Auvergne) ou encore un autre Antoine à Lille, les Camarades d'Air France ou encore les Goodyear.

- Ce sont les peuples qui font l'histoire, et les peuples ont besoin de la Révolution. La révolution c'est s'opposer aux guerres impérialistes, aux forces réactionnaires quelque que soit le masque sous lequel elles se dissimulent. Faire la révolution c'est poursuivre le combat de Georges Ibrahim Abdallah.

LUTTER POUR LA LIBÉRATION DE GEORGES ABDALLAH, C'EST AUSSI LUTTER POUR NOTRE PROPRE LIBERTÉ, POUR NOTRE ÉMANCIPATION !

Après la manifestation de l'année dernière devant la prison de Lannemezan où est détenu GIA, qui a rassemblé plus de 350 personnes. La campagne unitaire qui regroupe de nombreuses organisations et associations*, a organisé meetings et manifestations dont une première manifestation unitaire à Paris qui a rassemblé autant qu'à Lannemezan.

La campagne unitaire sera présente à la fête de l'Humanité, le 9, 10 et 11 septembre 2016 et une grande manifestation aura lieu le 22 octobre 2016 à Lannemezan. ★

**Le CRI Rouge – le Comité pour un S.R.I de Baiona – Rouge vif 13 – Comité de Solidarité Tunisien pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah – Comité de défense populaire aux luttes du peuple Tunisien – CLGIA (Collectif pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah) – Parti Communiste Maoïste – FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires) – Camarades du soutien de Bagnolet – Groupe d'associations de Bagnolet (GAB) – Comité Anti-impérialiste – Le Comité d'action et de soutien aux luttes du peuple Marocain – UPOTUDAK (comité international de solidarité avec les prisonniers politiques) – Plateforme des prisonniers politiques du Kurdistan et de la Turquie – La Voie Révolutionnaire du 17 décembre – OCML Voie Prolétarienne – Parti des Indigènes de la République (P.I.R) – Confédération Nationale des Travailleurs (CNT) – CAPJPO Euro Palestine – Libérons Georges 33 – Action Antifasciste NP2C – Comité solidarité Georges Abdallah Lille – Collectif de soutien à la Résistance Palestinienne 59 – Comité « Libérez-Les » de soutien aux prisonniers et réfugiés politiques 59/62 – Collectif « bassin minier » pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah – Secours Rouge Arabe – Rassemblement organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML) – Association Nationale des Communistes (ANC) – Secours Rouge de Belgique – Secours Rouge International*



(in)justice de classe
La répression à Clermont-Ferrand

La répression contre le mouvement contre la loi travail a été très intensif. Gazages, flashballs, bombes de « désencerclement », arrestations, procès, assignations à résidences, amendes, peines de prison ferme, tous les moyens sont bons pour l'État policier pour tenter de nous faire courber l'échine. Parce que la seule chose qui peut vraiment le menacer, c'est la colère populaire. Les masses populaires sont les seules à pouvoir le renverser, et il en a conscience, d'où l'intensivité de la violence à notre égard.

Tirer et frapper dans le tas, couper les têtes, tenter de s'en prendre aux éléments qui impulsent la dynamique, autant de tentatives pour les flics de nous écraser. Mais ça n'a pas pris comme ils l'espéraient.

Tout le territoire a été marqué par son lot d'arrestations ciblées ou non, de procès. La solidarité populaire a été la réponse face à la répression. Prenons l'exemple clermontois où les antifascistes et maoïstes ont tout particulièrement été pris pour cible.

Dès le début du mouvement, des lycéens ont été arrêtés. Plusieurs actions ont eu lieu tout au long du mouvement, notamment de la peinture jetée sur la banque de France le 31 mars. C'est ce soir-là que la répression s'est intensifiée, au cours de la première nuit debout qui fut délogée de la place de Jaude non sans résistance. Le camarade Théo a été arrêté par les flics. Dans son contrôle judiciaire, il lui est interdit de traverser la place de Jaude, la place principale de la ville. Il est accusé de tout et n'importe quoi, notamment d'avoir blessé 3 flics. Il est à nouveau violemment arrêté à la suite de la manifestation contre la venue de Wauquiez après avoir été agressé par un élu FN...

Le 29 avril, lors de l'occupation du conseil municipal par Nuit Debout, éjectés par les flics à la demande du maire PS Olivier Bianchi, le camarade Antoine est arrêté et directement enfermé. Les flics l'accusent d'avoir jeter une enceinte dans la gueule du commissaire venu en personne superviser la répression, faite à coup de lacrymo, de tonfa et même de taser !

Commence alors une lutte pour sa libération qui dura près d'un mois. Nous sommes déjà nombreux au tribunal à la comparution immédiate qu'il refuse, ils l'enferment alors jusqu'au procès. Tous les samedis, nous défilons avec un service d'ordre équipé pour défendre nos manifestations vis à vis des flics. En plus d'être CARAmade, Antoine est un syndicaliste CGTiste. La CARA propose



d'organiser une réunion à l'ensemble des organisations « progressistes » et syndicales. Les seuls à répondre à l'appel : RESF, Solidaires et le NPA. Quand aux chefs de la CGT, ils boycottent. Nous avons alors la preuve concrète qu'il n'est pas possible et même contre-productif d'agir par le biais des sommets, organisation à organisation, de s'adresser à un quelconque bureaucrate. Le travail contre la répression et la solidarité se constitue à la base, avec les camarades, dans l'action.

Parce que cette période, c'est aussi le début des blocages, c'est là que les éléments les plus déterminés vont se retrouver malgré les tentatives des gardes chiourmes de saboter le mouvement (appelant à partir du blocage « la tête haute » !! Bon au final, les blocages dureront 2 mois, sous l'impulsion de la base). Entre les camarades de la base des syndicats (y compris paysans), de Nuit debout et de la CARA, des liens se constituent au fur à mesure des différents blocages. Le travail d'antirépression se fait majoritairement sur place, à l'occupation, le nom et les affiches d'Antoine sont toujours présents. La pression de la base se fait sentir au sein des syndicats, l'apothéose du mouvement pour Antoine se fait le jour de son procès et de sa libération, lorsque la manifestation contre la loi travail se termine devant les grilles du tribunal (appelé par l'intersyndicale !). Plus de 600 personnes restent rassemblées tout l'après-midi sous une chaleur écrasante. Les bourgeois libèrent Antoine mais confirment la peine d'un mois d'emprisonnement qu'il vient de passer. Le soir-même, il sera avec nous au blocage d'ATAC logistique.

Théo passe ensuite en procès et prend du sursis. Il est à nouveau arrêté suite à la manifestation sauvage sur le Conseil Général, de même que deux autres personnes. Leur contrôle judiciaire, c'est à dire ce qu'ils doivent respecter pour ne pas finir en zonzon, leur interdit l'accès à toute la partie centrale de Clermont, tout l'hypercentre. Théo doit également pointer toutes les semaines au comico. Face à une telle situation, il entre en grève de la faim fin juin, malgré la chaleur, qu'il tient pendant 10 jours. Durant cette période, des rassemblements de soutien ont lieu devant la gare, rassemblant notamment le comité de lutte impulsé par la base du mouvement.

Le mouvement antirépression continue, jusqu'au procès qui aura lieu le 13 décembre.

Face à la répression, rendons coup pour coup !

Unité à la base et dans l'action ! ★







Bourgeois ! Dette publique: vous avez dit toxique ?

Il y a desfois où l'on se sentirait presque proche de nos élus bourgeois.

Quoi? Eux aussi se sont fait bidonner par les banques? Nos élus? Les représentants de la démocratie que l'État s'évertue à défendre? Nos élites qui se confondent à tous les niveaux en cabinets d'étude privée qui nous coûtent un max ? Mais la justice va intervenir ! Le monde entier va enfin savoir que le système bancaire est pourri !

Les a-t-on forcés à faire un crédit à la consommation pour acquérir une voiture dans le seul but d'aller travailler ? Les a-t-on forcés à prendre une assurance-crédit aux conditions de la banque ? Peut-être pas quand même, ça, ce sont des problèmes d'ouvrières et d'ouvriers… Et puis je dis « forcé » mais légalement rien ne nous y oblige… sauf que les banques peuvent légalement nous refuser un crédit si les conditions ne leurs conviennent pas… ce qui nous arrive toujours quand on conteste leurs propositions…

- « Forcé ? Messieurs les gauchistes vous aller trop loin ! Nous sommes dans une démocratie libre ! Si vous nous trouvez trop chères vous êtes libres d'aller voir la concurrence! » Répondent en chœur les banques.

Et devinez quoi ? C'est ce que nos élus ont fait.

Pour un peu on se serait presque senti bête, nous prolétaires de prendre des crédits dans des banques si capricieuses. Enfin des établissements qui disent toujours oui ! Des sommes records à des taux dérisoires ! Qui va sérieusement se pencher sur les raisons de ces écarts? Personne. « Après tout, c'est de l'argent public, on ne viendra pas nous chasser de nos appartements de fonction si ça dérape ! »

Régions, départements, communes, hôpitaux… un grand nombre d'organismes publics vont se jeter tête baissée dans cette grandes foire aux crédits où les pots cassés seront de toute façon payés par les mêmes…

Crise financière de 2008 oblige on commence à s'apercevoir que finalement ça va peut-être nous coûter très cher… Mais pas de quoi refroidir les élus les plus déterminés : après tout, comme pour conduire des reformes qui mènent à la casses des travailleurs, il faut du courage, pour contracter des dettes de 85 millions d'euros sur 22 ans comme en 2009 dans le département du Rhône, dette qui en 2010 avais déjà un surcoût estimé à 46 millions d'euros...

Quid de l'action de l'État? Depuis 2013 il n'a eu de cesse de vouloir protéger les institutions bancaires contre d'éventuels recours en justice alors que certains départements avaient obtenu gain de cause.

Le projet de loi de finances présenté le 25 septembre 2013 puis la loi de protection des intérêts de l'État votée le 17 juillet 2014 enterrent la plupart des recours que peuvent porter les organismes publics et pour cause : pour éviter la banqueroute de Dexia qui pratiquait les taux usuriers que l'on connaît (entre 10 à 50% de surcoût par emprunt), l'État a tout simplement choisi de racheter la filiale française de la banque, histoire de faire encore un beau cadeau aux copains de la finance.

De ce fait, toute victoire en justice contre cette banque pénalisera obligatoirement les finances publiques et non plus les actionnaires des grandes multinationales…

Quel recours reste-t-il alors ? Celui d'un accord à l'amiable avec la banque. Comme on s'en doute, il est loin d'être avantageux et comme l'État a déjà scié la branche sur laquelle ont est assis autant dire que « nos » élus n'ont pas vraiment le choix.

Le choix ? Leur « courage » politique n'est bien sûr que dans un sens: celui d'enfoncer toujours plus la tête de la classe ouvrière dans l'exploitation la plus noire en augmentant toujours plus nos impôts pour les reverser aux patronats !

Dans notre prétendu État de droit, le vol manifestement n'est pas un délit pour tout le monde, l'exemple de ce que les médias ont nommé les « emprunts toxiques » en est un cas flagrant.

Toxique, s'est le système tout entier qui l'est quand d'un bout à l'autre de la terre c'est toujours la classe ouvrière qui paye les conséquences des guerres et de l'exploitation massives tant des Hommes que des ressources.

Dans notre quotidien, nous allons payer longtemps aussi bien par les impôts que par les réductions des prestations sociales, cette escroquerie organisé par la classe dominante tant du côté des élus que des actionnaires. Pour y mettre fin il n'y a qu'un choix, un vrai : celui de la Révolution! ★



Livres

Les Guerres de Staline

Geoffrey Roberts est professeur d'histoire à l'University College de Cork, en Irlande. Il est depuis 1989 un spécialiste connu des relations germano-soviétiques entre 1933 et l'Opération Barbarossa. Son ouvrage Les guerres de Staline : de la guerre mondiale à la guerre froide, 1939 – 1953 est sans doute le plus important et le plus remarquable livre sur la question. Roberts y traite en un assez large panorama, la période de l'avant guerre mondiale jusqu'à la mort de Joseph Staline. C'est un travail remarquable, avec une grande bibliographie et un soucis du détail et de la vérité historique. Ce livre permet de dissiper énormément d'idées pré-conçues et fausses répandues massivement par la bourgeoisie, qui réécrit volontairement l'histoire au sujet du pacte germano-soviétique, de la ''non préparation" de l'URSS à la guerre, les incompétences militaires de Staline, etc etc. Non seulement Roberts réfute point par point nombres de ces idées, mais il démontre de manière assez claire que le pacte germano-soviétique se conclut au moment où les Alliés refusent de s'entendre avec l'URSS, mais qu'il n'est pas signé de manière totalement aveugle par Staline et le gouvernement soviétique. Mieux, Roberts montre avec de nombreuses sources et archives, que l'Union Soviétique se prépare à la guerre de 1939 à 1941, que sa production industrielle et militaire ne cesse de se décupler en vue d'un possible affrontement avec l'Allemagne Hitlérienne. Il démontre aussi avec brio que l'Armée Rouge n'est pas sacrifié inutilement par Staline, mais que cette armée n'avait pas l'habitude de combattre dans des positions défensives, d'encerclement et de rupture ce qui explique les sacrifices énormes des soldats soviétiques, mais aussi l'incompétence de l'Etat-Major soviétique qui rejettera la faute sur un Joseph Staline, pas si responsable que cela.

L'on n'en voudra pas à Roberts de qualifier Staline toutes les trois lignes de dictateur sanglant pour ne pas passer pour un admirateur de ce dernier. Il y a cependant des lacunes dans le développement de l'auteur, notamment en ce qui concerne la purge de l'Armée Rouge en 1936/37 (qu'il conçoit comme une simple liquidation d'éléments contestataires) ou encore dans l'immédiate après-guerre notamment au sujet de l'épisode yougoslave, où il attribut volontiers les torts à Staline et au Kominform contre un Tito qui semblait juste pour défendre ''sa propre vision du socialisme". Il est évident que Roberts ne maîtrise pas à fond les années d'après-guerre et le début de la Guerre Froide, mais cela n'enlève en rien son travail et l'importance de son livre. Il montre un Staline chef de guerre, capable d'écouter ses généraux et disposé à mener les peuples soviétiques à la victoire, loin derrière les facéties de Khrouchtchev et son fameux ''Rapport Secret", tendant à faire croire que l'URSS n'était pas prête pour la guerre, à cause de Staline ! Le livre se concentre aussi longuement sur les échanges diplomatiques entre les Alliés de l'Ouest et l'URSS, qui n'est pas inintéressant mais peut paraître assommant pour ceux et celles qui ne sont pas très grand fan des archives diplomatiques. Il faut également remercier les Editions Delga, pour leur travail d'édition et de traduction de ce livre, qui remet les choses dans leurs contextes et devrait permettre la pratique d'une soviétologie débarrassée de son anti-communisme en France. Du moins, c'est ce qu'il nous faut espérer ! ★

Les guerres de Staline de la guerre mondiale à la guerre froide, Geoffrey Roberts, Editions Delga

Recueil de textes d'Anuradha Ghandy



Cet ouvrage est un recueil de textes d'Anuradha Ghandy, illustre révolutionnaire du Parti Communiste d'Inde (maoïste). Anuradha Ghandy a dédié sa vie à la révolution. A travers sa vie, ses luttes, ses écrits, il est impossible de ne pas comprendre le lien qui existe dans le combat révolutionnaire entre l'action locale et sa portée internationale et l'unité des exploités et dominés à travers le monde.

Non seulement Anuradha Ghandy doit nous inspirer, mais encore plus, nous devons apprendre d'elle et des luttes menées par les femmes d'Inde, parmis les plus exploitées et opprimées.

Le combat des femmes en Inde ne doit pas être regardé comme devant être soutenu mais plutôt comme étant notre lutte, dont nous tirons à la fois inspiration, courage, détermination mais également des leçons.

Ces quelques textes regroupés ici démontrent l'universalité de l'analyse marxiste-léniniste-maoïste, permettant de prendre en compte la diversité des situations tout en les unissant dans une seule et même lutte : la révolution prolétarienne. ★

Pour un féminisme prolétarien révolutionnaire, Recueil de textes d'Anuradha Ghandy, 112 pages

A commander à contact@pcmaoiste.org

PAF : 8€ frais de port inclus

Culture

Poésie

Une étoile rouge

Dans ma cellule y'a un ciel
Qui n'a ni lune ni soleil
Où brille de jour comme de nuit
Une belle étoile cramoisie.

Elle me raconte en prison
Les histoires de ceux qui luttent,
Pour un avenir bien plus juste
Contre toutes les oppressions.

Sa voix fluette me rappelle
Qu'ils ne sont pas éternels
Ceux qui enferment pillent et tuent
Avec l'aide de nos élus.

Dans mon sommeil elle murmure
Qu'il faut abattre tous les murs
Que tous les peuples sont frères
Car nous foulons la même terre.

Avec elle, mon poing se lève
Pour qu'en cœur on reprenne
Les chants d'appel à la grève
Qui triomphent de toutes leurs haines.

Parce que nous sommes dans la détresse
Nous courrons à toutes jambes
Pour le partage des richesses
Que nous produisons ensemble.

Je suis là pour peu de choses
Et bientôt je sortirai,
Mais dans mon cœur vibre la cause
Que le vieux monde va changer.

Prison de Riom, le 13 mai 2016



Otto Griebel, Die Internationale*, 1929*

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com